

Peu nombreux sont nos concitoyens qui ne favorisent pas un contrôle canadien aussi étendu que possible sur les industries établies au Canada. Tous les partis politiques sont en faveur d'un tel contrôle. Il n'y a pas de désaccord. Il s'agit de savoir comment atteindre cet objectif sans limiter le développement économique de l'ensemble du pays et de chacune de ses régions. Des contrôles sont nécessaires, et nous en avons institué quelques-uns. Il faut donner certains encouragements positifs aux Canadiens. A cet égard, nous sommes le pays le plus généreux de tous. Nous sommes heureux de constater que diverses initiatives gouvernementales telles que la Corporation de développement du Canada, la Panarctic et la Polymer commencent à porter fruit. Il n'existe aucune réponse simple à cette question et il est futile d'en chercher. Toute proposition a ses avantages et ses inconvénients. Abandonnons un peu la théorie pour nous attaquer davantage aux réalités.

C'est également vrai de l'attitude de l'opposition envers l'emploi et la stabilité des prix. Nous convenons tous que l'idéal est le plein emploi sans l'inflation. Nous sommes tous d'accord et il n'existe aucune divergence d'opinions entre les partis. Convenons donc tous que notre chômage est excessif et que les prix montent. Le ministre des Finances (M. Turner) a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'était pas satisfait du niveau de chômage. Ces déclarations ne contiennent rien qui puisse diviser les partis. Ce qui nous divise vraiment est le fait que nous, le gouvernement, avons le devoir d'améliorer cet état de choses, ce qui n'est pas le cas de l'opposition.

L'hon. M. Stanfield: Pour le moment.

L'hon. M. Sharp: Selon l'opposition, le gouvernement est irréfléchi. Elle nous critique mais n'a jamais présenté aucune proposition qu'on puisse prendre au sérieux. Le ministre des Finances a prédit une très sensible augmentation de l'emploi.

M. Baldwin: Comme son prédécesseur.

L'hon. M. Sharp: Son prédécesseur avait raison. L'année dernière, on a créé 330,000 nouveaux emplois.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Le chômage s'est maintenu à 6 p. 100.

L'hon. M. Sharp: Cette année doit être plus favorable.

L'hon. M. Hees: Voilà quatre ans que vous le dites.

L'hon. M. Sharp: La situation n'a cessé de s'améliorer pendant ces quatre ans. Notre économie progresse continuellement depuis longtemps. Le budget du ministre des Finances continuera d'accentuer l'expansion actuellement en cours. L'économie canadienne progresse très rapidement et régulièrement. Selon l'opposition, elle ne progresse pas. Chacun peut en voir les preuves. Tous les chiffres qui paraissent chaque mois dénotent une très rapide expansion de l'économie canadienne.

L'hon. M. Hees: C'est votre dernier exposé financier.

L'hon. M. Sharp: Il reste à savoir si cette augmentation très appréciable du nombre d'emplois réduira le niveau du chômage. Probablement que oui, comme l'a dit le ministre des Finances. Cependant, le Canada enregistre actuellement une explosion fantastique de sa population active. Elle n'a pas d'égale ailleurs dans le monde. Si notre population active se maintenait à un niveau stable, comme c'est aujourd'hui le cas en Europe continentale,

nous aurions dépassé le plein emploi. Il n'en est pas ainsi, car notre conjoncture n'est pas la même. La population active du Canada augmente le plus rapidement au monde. La multiplication des emplois au Canada, l'an dernier, a dépassé de loin celle de presque toutes les nations industrielles et a égalé quatre fois celle des États-Unis; et malgré tout, le chômage persiste.

Nous nous préoccupons tous de ceux qui, malgré la relance économique et l'augmentation du nombre des emplois, ne peuvent immédiatement s'embaucher. C'est pourquoi le gouvernement a amélioré les conditions de l'assurance-chômage, élargi les programmes de formation professionnelle de la main-d'œuvre et institué les programmes d'initiatives locales et «Perspectives-Jeunesse» qui ont remporté un succès éclatant. Toutefois, il ne faut pas confondre la préoccupation envers les chômeurs avec les sottises déclarations qu'on entend disant que le gouvernement canadien hésite et ne parvient pas à insuffler une énergie suffisante. De fait, la croissance du Canada est, sinon la première du monde, du moins l'une des plus rapides qui soient.

Enfin, monsieur l'Orateur, je me joins aux autres pour féliciter le ministre des Finances d'avoir prévu dans son exposé financier, des mesures d'allègement pour ceux qui ne parviennent pas à faire face à l'augmentation croissante des prix, c'est-à-dire les vieux retraités, les invalides et les anciens combattants.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Sharp: Il est temps d'intégrer à ces pensions de base, un dispositif d'indexation automatique en fonction du coût de la vie. De tels rajustements automatiques comportent un certain risque qu'on a reconnu depuis des années. Cependant, d'après moi et d'après le gouvernement, c'est un risque à prendre. En augmentant de \$15 par mois le supplément de revenu garanti et en relevant le niveau des exemptions pour les citoyens âgés, le Canada a maintenu la réputation qui en fait le pays le plus généreux du monde envers ses anciens combattants, ses retraités et ses invalides.

Permettez-moi de conclure sur une dernière observation, monsieur l'Orateur. Si nous méritons cette réputation de pays humanitaire, c'est qu'au fil des années, le Canada a appliqué une sage politique fiscale et monétaire. et que la marche de notre économie a été si satisfaisante.

Des voix: Bravo!

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je continuerai de la manière impartiale dont s'est servi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp). Je n'ai pas l'intention de risquer de me disloquer l'épaule en me frappant le dos aussi souvent que le ministre l'a fait.

Dans ce que j'ai à dire aujourd'hui, je tiens à m'adresser principalement au ministre des Finances (M. Turner), et à ses remarques concernant le budget. Je n'ai pas l'intention de discuter avec lui aujourd'hui quant au fait de savoir s'il s'agit ou non d'un budget sérieux. Ce qui m'intéresse, et ce qui devrait intéresser le ministre également, c'est de savoir si ce budget répond véritablement aux besoins actuels du pays. Suivant ce critère, je trouve qu'il y a de nombreux points dans lesquels le budget est loin d'être satisfaisant. Ces zones de déficience sont exprimées dans l'amendement présenté à la Chambre par l'honorable député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert).